

IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Novembre 2024

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe

Dernières publications de l'IRSEM

Ouvrages publiés par les chercheurs

Événements

IRSEM-Europe

Actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 18\)](#)

Balkans

[À VENIR \(p. 20\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à Yaodia Senou-Dumartin qui rejoint le domaine « Stratégies, normes et doctrines » comme postdoctorante.



Ayant suivi une formation juridique, Yaodia Senou-Dumartin a effectué une thèse de doctorat interdisciplinaire (droit et économie) à l'Université de Bordeaux sous la direction du professeur Hourquebie et de Jean Belin. Sa thèse envisage la constitution comme un déterminant (possible) du conflit armé interne (au sein de l'État). Elle se

fonde sur une méthode interdisciplinaire associant l'analyse économique (théories économiques et économétrie) à l'analyse juridique permettant ainsi d'attribuer un poids aux différents facteurs constitutionnels dans la surveillance du conflit armé puis de proposer une explication de cette relation. Ses travaux ont été récompensés par les prix de thèse de l'AEGES, de la Chaire défense et aérospa-

tiale et par la mention spéciale de la Maison des sciences de l'homme de Bordeaux.

Lauréate de l'allocation « Ambassadeur », en 2023-2024, Yaodia Senou-Dumartin a effectué un postdoctorat à l'Institute of Law and Economics (Université d'Hambourg) sur « les vulnérabilités constitutionnelles propices à la surveillance du conflit armé ». Ses travaux portent essentiellement sur les effets du droit sur le conflit armé.

Également chercheuse associée au sein du CERCLE (Centre d'études et de recherches comparatives sur les constitutions, les libertés et l'État), elle est particulièrement investie dans la recherche en droit public. À ce titre, elle a publié dans des revues à comité de lecture (*Revue française de droit constitutionnel* ou encore *Revue française de droit administratif*) et participe régulièrement à des colloques. Par ailleurs, elle a enseigné le droit constitutionnel et le droit administratif à l'Université de Bordeaux.

L'IRSEM a eu le plaisir d'accueillir pour la troisième fois Anne-Marie Brady comme chercheuse invitée, du 11 au 24 novembre.



Le Dr Anne-Marie Brady est une universitaire bien connue spécialisée dans la politique chinoise, la politique polaire, la politique du Pacifique et la politique étrangère néo-zélandaise. Elle est professeur de science politique à l'Université de Canterbury en Nouvelle-Zélande et rédactrice en chef fondatrice du *Polar Journal*, qui publie des recherches

multidisciplinaires sur les questions de gouvernance et de politique dans la région polaire. Le Dr Brady a publié de nombreux ouvrages et articles universitaires.

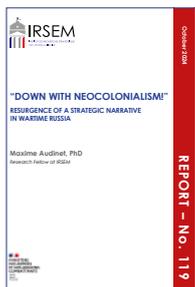
DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Brève stratégique 75 – 27 novembre.

« [L'arsenalisation de la masculinité dans la campagne électorale de Donald Trump – Projet de genre masculiniste et risque sécuritaire](#) », par Florian Opillard, 2 p.

Alors que la menace sécuritaire de l'arsenalisation de la masculinité apparaît régulièrement à l'occasion d'attentats masculinistes aux États-Unis ou en France, la campagne électorale de Donald Trump a été l'occasion d'une mobilisation des réseaux masculinistes, pointant les enjeux sécuritaires au cœur du projet de genre du candidat.



Report 119 – English version.

« [“Down with Neocolonialism!” – Resurgence of a Strategic Narrative in Wartime Russia](#) », by Maxime Audinet, 72 p. [traduction de l'étude 119, parue en octobre 2024].

An analysis of Russian political discourse since February 2022 reveals a compelling resurgence of rhetoric drawn from a past era: anticolonialism. From President Vladimir Putin to members of parliament, from the RT news channel to Wagner Group mercenaries stationed in Africa, a spectrum of Russian voices has invoked the critique of Western “neo-colonial” interventionism on a near-daily basis, both domestically

and abroad, since the onset of the full-scale invasion of Ukraine.

Why has anti-(neo)colonialism—once central to Soviet internationalist ideals—reemerged in Russia’s political lexicon over two decades after the collapse of the USSR, and in the context of the war in Ukraine? Who is framing and promoting this rhetoric, how is it crafted, and for whom is it intended? What insights does it offer into the Russian elite’s perception of the international order, and how does it function as a new “strategic narrative” for Russia’s foreign policy ambitions?

This report probes these questions through the lens of the “narrative turn” in International Relations and the conceptual framework of “strategic narratives.” It examines the key narrators of this anti-(neo)colonial discourse and its dissemination by the actors of Russia’s ecosystem of information influence. The analysis reveals three core objectives, at a time when Moscow purports to “de-Westernize” the international system: to legitimize Russia’s current foreign policy through a selective memory of Soviet support for anti-colonial movements; to renew anti-Western critiques via a process of accusatory inversion; and to appeal to audiences in the “Global South” by seeking ideological and discursive resonances.



Strategic Brief 70 – English version.

« [Extension of the FISA Law – European “digital sovereignty” far from American concerns](#) », by Clotilde Bômont, 2 p. [traduction de la Brève stratégique 70, parue le 3 juin 2024].

The extraterritorial scope of certain US laws allows intelligence agencies to access the data of European citizens and organizations without their consent, disregarding EU regulations and running counter to European “digital sovereignty”. Sharply criticized on both sides of the Atlantic, the extension of the FISA law passed at the end of April 2024 is an impediment to EU-US cooperation in the digital domain just before the European and US elections.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



Elie Baranets & Andrew R. Novo (eds), « Turbulence Across the Sea – Transatlantic Relations and Strategic Competition », University of Michigan Press, 288 p.

La compétition entre grandes puissances est de retour. Cette notion n'a toutefois pas la même signification des deux côtés de l'Atlantique. Tandis que les États-Unis se concentrent sur la Chine, l'Europe est pré-occupée par la Russie. Or le déplacement des priorités américaines vers l'Asie exige une reconceptualisation du rôle futur de l'OTAN. En Europe, ce changement a conduit à une réflexion approfondie sur la manière de parvenir à une autonomie stratégique qui permettrait à l'Europe de garantir sa propre sécurité, indépendamment des choix stratégiques faits à Washington. Alors que la stratégie chinoise vise à diviser les acteurs européens et à les rendre plus économiquement dépendants de Pékin, ces développements pourraient affaiblir l'influence de Washington en Europe tout en limitant les actions européennes potentielles contre les intérêts chinois. En analysant les attitudes du point de vue des différents acteurs (Grande-Bretagne, France, Allemagne et Union européenne) et des différents secteurs (coopération en matière de renseignement, investissements directs étrangers, technologie et industrie de la défense), cet ouvrage offre aux lecteurs une compréhension globale des défis et des opportunités dans le paysage changeant de la sécurité au XXI^e siècle.

ÉVÉNEMENTS

5 novembre : Séminaire Jeunes Chercheurs.

Le Séminaire Jeunes Chercheurs, dirigé par [Julia Grignon](#), directrice scientifique de l'IRSEM, a adopté un format inédit pour cette séance. Contrairement aux précédentes, celle-ci n'était pas dédiée à la présentation des travaux d'un seul doctorant. Cette fois, tous les doctorants ont pris tour à tour la parole pour présenter leurs projets de thèse en détaillant le contexte, la problématique et les terrains éventuels envisagés.

La seconde partie du séminaire a accueilli deux anciens boursiers RIS, Christelle Calmels et Emmanuel Dreyfus, qui sont venus présenter leur récent travail d'édition pour l'ouvrage intitulé *Enquêter en terrain sensible : Risques et défis méthodologiques dans les études internationales*, co-dirigé avec Léonard Colomba-Petteng et Adrien Estève (Presses universitaires du Septentrion).

La genèse de cet ouvrage repose sur des échanges entre chercheurs, mettant en lumière un manque de littérature sur ce sujet crucial. L'objectif de cette intervention était double : éclairer les doctorants sur ce qu'est un terrain sensible et présenter les considérations éthiques à prendre en compte avant d'effectuer un terrain. Par ailleurs, cet ouvrage fait écho aux présentations des doctorants lors de la première partie du séminaire, nombre d'entre eux ayant exprimé l'intention d'effectuer des terrains. Alors se pose la question suivante : qu'est-ce qu'un « terrain sensible » ?

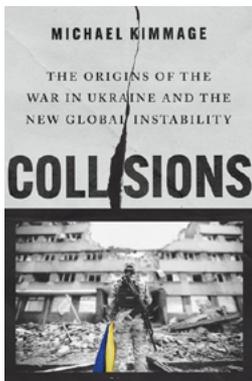
Les intervenants en ont proposé une définition fondée sur trois caractéristiques principales : la dangerosité ; l'opacité ou la difficulté ; le caractère exécrationnel. Ces trois aspects structurent d'ailleurs les grandes parties de l'ouvrage.

Enfin, les conclusions exposées lors de cette intervention soulignent plusieurs points essentiels pour toute personne envisageant un terrain : la nécessité d'être profondément immergé dans son objet de recherche, l'importance du réseau et enfin la possibilité de contourner le terrain.

Cette séance a permis de riches échanges et offert aux doctorants la possibilité de mieux appréhender le terrain durant la thèse.

Priyanga THIVENDRARAJAH

6 novembre : Séminaire « Russia relations and the war in Ukraine », autour de l'ouvrage de Michael Kimmage, CERI Sciences Po/IRSEM.



Le 6 novembre 2024, l'IRSEM et le Centre de recherches « internationales » (CERI) de Sciences Po ont conjointement organisé un séminaire sur l'évolution des relations entre les États-Unis et la Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine, à l'occasion de la récente parution de l'ouvrage de Michael Kimmage *Collisions: The Origins of the War in Ukraine and the New Global Instability* (Oxford

University Press 2024) et en présence de l'auteur. Michael Kimmage, professeur à la Catholic University of America et chercheur associé au Center for Strategic and International Studies (CSIS) à Washington, a mis en lumière un certain nombre d'attentes et d'anticipation que les États-Unis et la Russie avaient l'un par rapport à l'autre ces dix dernières années. Ces attentes se sont révélées erronées et ont nourri ou en tout cas rendu possible le conflit. Sa présentation a été discutée par trois chercheurs du CERI et de l'IRSEM, qui ont apporté des éléments de réflexion sur le sujet tout en formulant des questions pour l'auteur. [Céline Marangé](#), chercheuse Russie-Ukraine-Belarus à l'IRSEM, a traité des ressorts et des objectifs de l'invasion russe de l'Ukraine. Ensuite, Jacques Rupnik, directeur de recherche émérite au CERI-Sciences Po, a replacé le conflit dans son contexte régional et mis en lumière l'évolution de la situation dans le voisinage oriental de l'Union européenne. Enfin, Marie Mendras, chercheuse CNRS et professeur à Sciences Po, a analysé les approches respectives des États-Unis et de l'Europe en amont du déclenchement de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Présidés par [David Cadier](#), chercheur sécurité européenne à l'IRSEM, les échanges avec l'audience furent riches et animés. Ils portèrent notamment sur la perspective d'une présidence Trump et sur ses effets sur la politique américaine à l'égard du conflit.

David CADIER

7 novembre : Conférence « Kinmen, un archipel entre Taïwan et la Chine », avec le Dr Alexandre Gandil.



Alexandre Gandil (docteur associé au Centre de recherches internationales [CERI] de l'IEP de Paris [Sciences Po] et attaché temporaire d'enseignement et recherche [ATER] en études chinoises à l'Université Bordeaux Montaigne) a consacré plus de dix années de recherche, y compris sur place, à l'île de Kinmen. Sa présentation a mis en avant à la fois les contraintes épistémologiques et matérielles de sa recherche. Elle a été l'occasion pour lui de s'interroger sur la recomposition des rapports entre État, nation et territoire à travers le détroit de Taïwan. Reliquat de la guerre civile chinoise (1946-1950) et de la guerre froide, la petite île a essuyé jusqu'en 1978 des bombardements réguliers du continent. Après 1992, la situation de Kinmen s'est pacifiée. Comme A. Gandil l'explique, son questionnement est double : il porte à la fois sur la construction des rapports entre Kinmen et Taïwan et entre la Chine continentale et Kinmen. Il montre toute la complexité de cette construction, tant entre l'île de Kinmen, ses dirigeants locaux, sa population et l'île de Taïwan, qu'entre Kinmen et le continent, souvent connectés par les flux de biens, financiers et de population. Jusqu'à la pandémie de COVID-19, les continentaux venaient à Kinmen en villégiature, pour se détendre. En contrepartie, les habitants de Kinmen allaient « à la ville » en se rendant dans la moderne Xiamen dont les hauts buildings se voient de l'île. Si ce minuscule territoire est effectivement en première ligne d'une éventuelle reprise par la force de Taïwan, Alexandre Gandil estime que Pékin ne la prendra pas seule, car ce serait couper le lien matériel et territorial avec Taïwan. Après cette intervention, on ne peut que recommander, pour approfondir le propos, la lecture de l'ouvrage.

Carine PINA

7 novembre : Colloque international de l'Observatoire de la politique extérieure américaine (OPEXAM) « Les États-Unis entre puissance et impuissance ? Géopolitique d'une élection ».



Le colloque « Les États-Unis entre puissance et impuissance ? Géopolitique d'une élection », organisé par l'Observatoire de la politique extérieure américaine (OPEXAM), s'est tenu le 7 novembre 2024, à l'École militaire de Paris. Cet événement a réuni des experts de renom, des représentants des institutions académiques françaises et nord-américaines, des affaires étrangères et de la défense, pour examiner les dilemmes stratégiques de la puissance américaine dans un monde multipolaire. Avec plus de 180 participants, 5 panels et 20 intervenants, ce colloque s'est imposé comme un temps fort de réflexion sur les défis internationaux actuels.

La journée a débuté par un mot d'accueil de la directrice du domaine « Europe, Espace transatlantique, Russie », [Maud Quessard](#), suivi d'une discussion avec Elisa Chelle. La réélection de Trump symbolise un retour à une politique étrangère nationaliste, amplifiant les défis pour les alliés des États-Unis, notamment européens, et l'ordre international libéral. Cette introduction a préparé le terrain pour le keynote speech de Jordan Tama, explorant la politisation croissante de la politique étrangère au Congrès américain. Frédéric Heurtebize a discuté avec lui des implications institutionnelles du résultat de l'élection dans un climat d'extrême polarisation.

Le premier panel, placé sous la présidence de Pierre Bourgois, a examiné les interactions entre les dynamiques partisanes internes et les choix stratégiques internationaux. François Vergniolle de Chantal a ouvert le panel en analysant la présidence impériale. Jean-Baptiste Velut a ensuite abordé les effets de la démondialisation et de la remondialisation sur la capacité des États-Unis à projeter leur puissance. Cléa Fortuné s'est penchée sur les enjeux intermestiques à la frontière sud des États-Unis, tandis que Marie Gayte a clôturé le panel en explorant

l'influence des acteurs religieux dans l'internationalisation des enjeux politiques.

Dans la continuité de ces discussions, le second panel, animé par Maud Quessard, a abordé l'impact de la guerre en Ukraine sur la campagne. Ce conflit, au cœur des préoccupations transatlantiques, a servi de prisme pour examiner les ajustements stratégiques des États-Unis. Michael Kimmage a présenté une analyse approfondie des possibles orientations stratégiques sous Trump, notamment les différents scénarios en Ukraine. Cette réflexion a été enrichie par les contributions de [David Cadier](#) et Martin Quencez, abordant les répercussions pour la sécurité européenne et la stabilité mondiale, élargissant ainsi la perspective des débats. La présentation de Joshua Rovner a permis d'élargir la réflexion en se concentrant sur les évolutions de la grande stratégie américaine et la possibilité que l'administration Trump puisse en avoir une.



Le troisième panel, présidé par Claudia Castiglioni, a exploré les paradoxes de l'engagement américain dans une région en crise. Le général Olivier Passot a analysé les tensions entre les ambitions de désengagement des États-Unis et les réalités stratégiques régionales sur le temps long, en s'appuyant sur son expérience personnelle en Irak. [Fatiha Dazi-Héni](#) a ensuite étudié les répercussions des élections américaines sur les monarchies du Golfe. Enfin, Sophia Mahroug a apporté un éclairage détaillé sur les dynamiques historiques et stratégiques des relations entre les États-Unis et l'Iran depuis 1979.

Pour clore la journée, le dernier panel, présidé par [Élie Baranets](#), s'est tourné vers l'avenir des relations transatlantiques, dans un contexte marqué par la compétition sino-américaine et les défis posés par la Russie. Justin Massie a ouvert la discussion en décrivant les efforts des États-Unis pour préserver l'unité de l'OTAN

face aux pressions externes. Erwan Lagadec a approfondi la réflexion en explorant les effets de la rivalité avec la Chine sur les dynamiques transatlantiques. Enfin, Jean-Christophe Boucher a analysé les luttes informationnelles à l'œuvre et [Clément Renault](#) a souligné l'importance des coopérations en matière de renseignement.

Le colloque, marqué par la diversité des points de vue transatlantiques (des experts français, américains et canadiens) et la richesse des débats, a permis de clarifier les enjeux complexes auxquels les États-Unis doivent faire face après l'élection de Donald Trump. À travers des échanges interdisciplinaires et interinstitutionnels, il a posé les bases d'une réflexion collective sur l'évolution de la puissance américaine dans un ordre mondial en mutation. L'élection présidentielle de 2024 a constitué un tournant décisif pour la politique étrangère américaine. Elle a vu le ré-avènement d'une approche nationaliste et non interventionniste prônée par Trump.

Iris GIGUET

12 novembre : Séminaire Afrique « Régime politique, stabilité et élections en Afrique : le cas de la République démocratique du Congo (RDC) », avec le Pr Bob Kabamba (Université de Liège) et le Dr Mathieu Mérino (IRSEM).



À l'occasion d'un nouveau séminaire Afrique au sein de l'École militaire, le professeur Bob Kabamba de l'université de Liège (ULg) a réalisé une intervention portant sur la « soutenabilité électorale dans les pays post-conflit », en prenant comme cas d'étude la République démocratique du Congo (RDC). Cette présentation a été précédée d'une introduction théorique conduite par le Dr [Mathieu Mérino](#) (chercheur Afrique de l'Ouest/bande saharo-sahélienne à l'IRSEM) dans le cadre de l'axe de recherche « Régimes politiques, stabilité et élections en Afrique, quelles perspectives ? ». Ainsi, le Dr Mérino a rappelé, en début de séminaire, que trente ans après la fin de la guerre froide

et l'amorce du mouvement de démocratisation des années 1990, l'Afrique reste le continent où les élections sont toujours, pour des raisons objectives et politiques, très difficiles à organiser et où les résultats électoraux continuent à être contestés. Par ailleurs, il a souligné que la récente généralisation des processus électoraux n'a pas nécessairement contribué à une consolidation de la démocratie. Ceux-ci n'ont été, dans certains cas, qu'une façade permettant le maintien au pouvoir d'élites politiques qui changent parfois de discours mais rarement de gouvernance.

De son côté, le professeur Kabamba est revenu sur les différents cycles électoraux qu'a connus la RDC à la faveur du retour de la transition démocratique depuis 2006. Il a notamment souligné que, dans un pays fragile comme la RDC, les élections ont généralement été un vecteur de bouleversements alors que ce pays a besoin de stabilité pour renforcer ses institutions et assurer son développement sur le temps long. Particulièrement, les trois derniers cycles électoraux (2011, 2018 et 2023) n'ont pas permis une véritable « consolidation institutionnelle », pourtant indispensable à l'émergence d'un État de droit en RDC. En effet, au Congo comme ailleurs dans le monde, il est important de préciser que le vote ne sert pas uniquement à désigner des dirigeants, il remplit également deux autres fonctions essentielles : renforcer la légitimité des personnes qui exerceront le pouvoir et encourager l'esprit civique ainsi que la conscience politique. Toutefois, les divers processus électoraux déjà conduits en RDC n'ont toujours pas permis d'accomplir ces deux fonctions. Systématiquement biaisées par les principaux acteurs politiques, les élections n'ont finalement été l'expression que d'arrangements politiques entre parties prenantes, renforçant à la fois le tribalisme politique et la marchandisation du vote. Les événements sanglants à l'est de la RDC et les crises politiques persistantes attestent ici de la centralité du problème électoral et de son corollaire la légitimité des autorités élues, incitant à s'interroger plus largement sur la soutenabilité électorale. Enfin, la perspective prochaine d'une réforme constitutionnelle au Congo, sur fond de dégradation du contexte sécuritaire national et de concurrence toujours plus forte entre les acteurs internationaux en Afrique centrale, devrait participer à un affaiblissement du pouvoir à Kinshasa et pourrait même renforcer l'instabilité du pays.

Mathieu MÉRINO

13 novembre : Conférence « Le Canada et l'extrême droite, une menace sécuritaire pour la démocratie ? ».



Le 13 novembre s'est tenue la quatrième rencontre scientifique de rentrée de l'Observatoire de la politique extérieure américaine, « Transnationalisme et réseaux populistes à l'ère numérique : le Canada et le Convoi de la liberté ». Cette conférence, présidée et organisée par [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Europe, Espace transatlantique, Russie » de l'IRSEM, a présenté les travaux du groupe de recherche du professeur Jean-Christophe Boucher et de son équipe de l'Université de Calgary qui utilise l'apprentissage automatique et la collecte massive de données sur certaines plateformes dont X pour évaluer les manifestations, la circulation et l'impact des phénomènes du populisme transnational en Amérique du Nord en prenant comme cas d'étude le Convoi de la liberté au Canada en 2022. En s'appuyant sur une vaste collecte de données numériques, Boucher a cherché à démontrer comment le populisme, notamment celui de droite, se diffuse au-delà des frontières nationales grâce aux médias numériques, en particulier les plateformes sociales comme X/Twitter.

Boucher a d'abord contextualisé le sujet en rappelant la montée des mouvements populistes de droite depuis le début des années 2010, particulièrement en Europe, en Asie, en Amérique latine et en Amérique du Nord. Ces mouvements, qu'ils prennent la forme de partis politiques ou de protestations sociales, ont connu un grand succès électoral et mobilisateur. En analysant le Convoi de la liberté, un mouvement de protestation contre les mesures sanitaires liées à la COVID-19, Boucher a soulevé la question de la transnationalité du populisme. Le mouvement canadien, bien qu'initié localement, a bénéficié d'un large soutien international, notamment des États-Unis, ce qui témoigne de la dynamique transnationale du populisme à l'ère numérique.

L'objectif principal de cette recherche était de mesurer dans quelle mesure le populisme peut être considéré comme un mouvement transnational et comment il traverse les frontières grâce à la participation politique en ligne. Boucher a utilisé un modèle d'apprentissage profond pour analyser le contenu de ces tweets, cherchant à identifier des narratifs populistes spécifiques. Le modèle a révélé que plus de 26 % des tweets analysés pendant la période du Convoi de la liberté reflétaient des narratifs populistes, avec une forte présence des idées d'anti-élitisme et de vertus populaires. Le mouvement du Convoi de la liberté a été largement caractérisé par des récits populistes axés sur la critique des élites politiques, notamment du gouvernement canadien dirigé par Justin Trudeau, mais aussi des médias, des experts scientifiques et des institutions internationales.

Une autre conclusion clé de cette analyse a été l'ampleur de la résonance transnationale de ces narratifs. Des tweets de soutien au Convoi de la liberté ont été partagés dans plusieurs pays, et par des personnalités de l'extrême droite. Jean-Christophe Boucher a notamment rappelé le rôle du milliardaire américain Elon Musk et de ses partisans dans le soutien à ce mouvement. Une discussion riche a prolongé la conférence avec l'intervention de Laurent Cordonier (directeur de recherche à la Fondation Descartes), soulignant la pertinence d'analyser le populisme à travers le prisme de la mondialisation et des nouvelles technologies.

La conférence de Jean-Christophe Boucher a apporté une contribution significative à la compréhension du populisme à l'échelle transnationale, en montrant comment un mouvement comme le Convoi de la liberté pouvait mobiliser une audience internationale via les réseaux sociaux. En mettant en lumière les liens entre populisme et technologies numériques, cette étude invite à repenser les relations internationales à l'ère numérique, où les frontières politiques deviennent de plus en plus poreuses. Enfin, elle soulève des questions importantes pour les recherches futures sur la manière dont les mouvements populistes interagissent à l'échelle mondiale et comment les technologies numériques redéfinissent le paysage politique international.

Iris GIGUET

14 novembre : Séminaire Chine – Russie « Guerre en Ukraine et sanctions contre la Russie : quel impact sur les projets chinois de Routes de la soie en Eurasie ? »



Ce séminaire a été d'abord l'occasion pour les trois intervenants, tous géographes, de présenter le numéro sur la « Belt and Road Initiative (BRI) en Eurasie », paru en 2023, de la *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (54 [1-2]), à l'occasion des 10 ans de ce projet économique lancé par le président chinois Xi Jinping, en 2013, pour relier la Chine et l'Europe par la voie continentale. Les articles qui le composent présentent des études de cas géographiques et thématiques questionnant les déclinaisons de la BRI en Eurasie et soulignant l'hétérogénéité de ses ancrages locaux. Ce projet emblématique des « nouvelles routes de la soie » a été confronté à deux « chocs externes », la pandémie de COVID-19 à partir de 2020, puis l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe en 2022. Si le premier a été un catalyseur positif du développement des infrastructures et du transport ferroviaire dans la région, le second les ralentit et reconfigure leur matérialité.

Le séminaire portait sur l'évolution du transport ferroviaire de conteneurs entre la Chine et l'Europe sous l'effet de ce double choc. Comme l'explique Julien Thorez (CNRS), ce mode de transport existait avant la BRI, mais les moyens alloués ont permis une amélioration de l'offre de transport et une baisse des coûts, ce qui a entraîné un essor spectaculaire de ce type de circulation de marchandises en dix ans. En Asie centrale, le Kazakhstan a bénéficié de cette montée en puissance, tandis qu'en Europe, l'Allemagne et la Pologne sont les mieux connectés à ce transport. La guerre en Ukraine a peu affecté la circulation ferroviaire conteneurisée. D'abord, dès janvier 2022, différents opérateurs, souvent privés, ont redirigé le trafic vers le réseau biélorusse, tandis que la principale entreprise chinoise de transport ferroviaire, la China Railways

Express, a basculé ses activités vers l'Eurasie, la Russie et la Biélorussie. Ensuite, la perturbation du transport maritime en mer Rouge rend le corridor terrestre de la BRI plus attractif. Enfin, pour des raisons techniques et sécuritaires, le corridor transcasprien constitue une alternative intéressante aux voies septentrionales et au trafic maritime.

Ivan Savchuk (chercheur ukrainien invité et associé à l'UMR Géographie-cités) souligne que l'Ukraine avait, jusqu'à son invasion, des relations commerciales importantes avec la Chine, exportait aussi beaucoup de céréales et d'autres matières premières en Chine. Membre de la BRI depuis 2016, elle constituait également un hub de distribution et d'approvisionnement des marchandises chinoises, en particulier via la ligne de chemin de fer reliant Xi'an, au centre de la Chine, à la Hongrie et la Slovaquie. La guerre a ralenti les flux sans mettre à mal la position de la Chine. Outre le fait que Pékin n'a pas condamné l'invasion russe, il semble que Moscou s'attache à préserver ses intérêts en Ukraine. Ainsi, lorsque la Chine fait accoster ses navires commerciaux à Odessa, il n'y a pas d'attaques de drones ou de missiles sur la ville. De même, les silos de grains de maïs, principale denrée achetée par la Chine pour nourrir ses élevages, ne sont pas visés par les frappes russes, alors que ceux de blé le sont régulièrement.

En conclusion, Sébastien Colin (INALCO) note que la Russie occupe désormais une place centrale dans les Routes de la soie terrestres et que les corridors alternatifs ont peu de place dans ce réseau ferroviaire. Reste à savoir si ces reconfigurations sont structurelles ou conjoncturelles et si la sortie des États baltes de la BRI du fait de la guerre en Ukraine amènera à une régionalisation plus poussée autour de la Chine et de la Russie, sachant que les pratiques des acteurs locaux et régionaux diffèrent souvent des objectifs des dirigeants.

Céline MARANGÉ et Carine PINA

25 novembre : Séminaire Chine – Afrique « Protecting the Party: China's Holistic Security Concept in Africa », avec le Pr Joshua Eisenman et le général Jacques Deman.



Le premier séminaire Chine – Afrique s’est tenu le 25 novembre 2024 à l’École militaire. L’intervenant, le professeur Joshua Eisenman de l’University of Notre Dame (Indiana), a présenté les résultats d’une recherche qu’il mène depuis plus de deux décennies sur la protection des intérêts chinois en Afrique au travers du prisme politique et sécuritaire. Son intervention a ensuite été discutée par le général Jacques Deman, officier de carrière, qui a occupé différentes fonctions militaires et diplomatiques en Afrique pour le ministère des Armées.

Depuis plus de deux décennies, l’ascension de la Chine en Afrique a retenu l’attention des chercheurs. De nombreuses études ont analysé les enjeux économiques, les partenariats dits « gagnant-gagnant » établis par Pékin avec ses partenaires africains, ainsi que les migrations économiques sous l’angle d’une approche par le bas. L’ouvrage du professeur Joshua Eisenman, *China's Relations with Africa: A New Era of Strategic Engagement* (coécrit avec David H. Shinn, Columbia University Press, 2023), enrichit cette réflexion en offrant un éclairage novateur sur l’appareil diplomatique chinois en Afrique, notamment à travers l’expansion de son influence sur le continent et les enjeux sécuritaires qui en découlent.

Aujourd’hui, des communautés chinoises (diplomatiques, commerciales, salariées, etc.) sont présentes dans la plupart des pays africains, ce qui pousse Pékin à s’investir davantage pour garantir une certaine stabilité politique et militaire sur le continent. Cette quête de stabilité s’inscrit dans une politique globale, intégrant les intérêts de la Chine, de sa population et de ses extensions outre-mer, notamment à travers ses diasporas. Dans ce cadre, Pékin s’efforce de sécuriser ses voies d’approvisionnement (nourriture, ressources), son territoire, ses populations, ainsi que ses enjeux diplomatiques (cybersécurité, etc.).

Le professeur Joshua Eisenman a présenté le chapitre 4 de son ouvrage (« Party-to-Party Relations », pages 85-118) qui explore l’architecture diplomatique mise en place par le Parti communiste chinois à partir de la fin des années 2010 pour garantir cette sécurité, en s’appuyant sur une approche sécuritaire mutualisée. Concrètement, le Parti entretient des relations avec les partis africains à deux niveaux : d’abord bilatérales, puis globales, dans le but de promouvoir une coopération sécuritaire renforcée. Le nombre de sommets internationaux et de visites diplomatiques entre Pékin et ses partenaires africains n’a cessé de croître, même durant la pandémie de COVID-19. Ces rencontres, qui célèbrent l’union de la Chine avec l’Afrique, révèlent un modèle diplomatique bien défini : régulier, médiatique et ponctué de dons d’infrastructures. Ces actions permettent à Pékin d’élargir son influence dans des domaines stratégiques tels que les médias, l’éducation, la culture, voire la propagande, afin de diffuser sa vision sécuritaire et de renforcer ses relations diplomatiques sur le continent.

Le général Jacques Deman a poursuivi les réflexions du professeur Joshua Eisenman en partageant son expérience des enjeux sécuritaires et diplomatiques chinois en Afrique. Il a d’emblée rappelé l’inquiétude suscitée au sein des gouvernements africains et à l’Union africaine par l’annonce de l’ouverture de la base militaire chinoise à Djibouti. Il a ensuite évoqué les difficultés politiques et économiques rencontrées par la Chine dans certains pays (Algérie, Tchad, Libye), difficultés qui incitent la diplomatie chinoise à rechercher une stabilité politique accrue sur le continent. Dans ce cadre, la protection des intérêts chinois à l’étranger conduit Pékin à proposer des exercices militaires conjoints avec les armées de plusieurs États africains (Cameroun, Gabon, Ghana), tout en investissant également le secteur de la sécurité privée.

Alexandre LAURET, Mathieu MÉRINO et Carine PINA

28 novembre : Visite d'une délégation du National Institute for Defense Studies (NIDS).



Le 28 novembre, l'IRSEM a accueilli une délégation du National Institute of Defence Studies (NIDS), menée par son directeur, M. Manabu Imakyurei, accompagné de M. Hideo Tomikawa, directeur du domaine « Security and Economy » au NIDS, et chercheur invité à l'IRSEM, et de l'attaché de défense de l'ambassade du Japon, la capitaine de corvette Hayashi.

M. Manabu Imakyurei a présenté le rapport Chine du NIDS à une délégation française composée du directeur de l'IRSEM, le [Pr Martial Foucault](#), des Dr [Carine Pina](#), [Océane Zubeldia](#) et [Wendy Ramadan-Alban](#) ainsi que du LCL Cyrille Crisnaire, adjoint du chef de département Asie-Océanie, Amérique latine et Caraïbe (DGRIS), Mme Emma Coïc, chargée de mission Japon (DGRIS), Mme Maëlle Lefevre, chargée de mission Chine (DGRIS) et de l'ambassadeur Sylvain Berger, directeur du département de l'Europe et des Affaires internationales (IHEDN).

29 novembre : Journée d'étude « Transformation, innovation et ruptures technologiques dans la guerre à l'époque moderne » du cycle « Guerre, innovation et rupture technologique », SHD/IRSEM.

Le Service historique de la Défense (SHD) et l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) ont organisé une journée d'étude, « Transformation, innovation et ruptures technologiques dans la guerre à l'époque moderne », le vendredi 29 novembre 2024 à Vincennes, Pavillon du Roi, salle des Cartes.

Cette journée a été introduite par Gilles Ferragu, maître de conférences, adjoint au chef de la division recherche, études et enseignement du département Histoire et symbolique du SHD, et [Océane Zubeldia](#), directrice du domaine « Armement et économie de défense » de l'IRSEM. Cette deuxième journée d'étude fait suite à celle du 28 mars 2024 « Penser l'innovation et la rupture en temps de guerre » organisée à l'École militaire. Une troisième journée d'étude sera organisée sur le site de Vincennes, le 13 mai 2025, et portera sur les périodes contemporaines des XIX^e-XX^e siècles jusqu'en 1945.

Les questions liées à l'innovation ne sauraient faire l'économie de l'étude de l'époque moderne qui est forte d'évolutions techniques et industrielles ; tel a été l'objectif de la journée d'étude du 29 novembre. Deux tables rondes ont ponctué les échanges dans le cadre d'une vision aussi bien française qu'internationale de l'outil militaire venant croiser le monde des industriels et des scientifiques. Les progrès techniques et le rapport aux champs de bataille ont été ainsi abordés, portant le questionnement sur la pratique même de la guerre et de ses évolutions. De manière non exhaustive, de l'introduction du doublage en cuivre, de l'apparition du fusil à la puissance de feu de l'artillerie navale, ce champ de réflexion appelle l'étude empirique des évolutions des formes de combat. De plus, les réflexions développées confirment l'apparition de moyens inédits qui modifient profondément l'arme et son emploi et *de facto* les stratégies de défense. Elles conditionnent sans nul doute l'issue des combats, les pratiques scientifiques et les techniques. L'effort d'innovation et sa structuration demeurent au cœur de nos défis actuels.

Océane ZUBELDIA

IRSEM-EUROPE

19 novembre : Visite des étudiants en Master Affaires européennes de Sciences Po Grenoble.



Le 19 novembre, l'IRSEM-Europe a accueilli les étudiants en Master 2 Affaires européennes lors de leur visite d'études à Bruxelles. Ce fut l'opportunité pour eux de découvrir nos locaux bruxellois, de mieux comprendre nos activités, ainsi que de s'immerger dans la « bulle européenne » et d'explorer les enjeux liés à la défense et à la stratégie. Après la présentation, un temps d'échange a permis de discuter du fonctionnement d'un institut de recherche, ainsi que des recherches menées par [Philippe Perchoc](#), [Marie Hiliquin](#) et Brice Didier.

20 novembre : Brown Bag Seminar avec Adina Revol et Lasse Boehm sur la sécurité énergétique de l'Europe.



Le 20 novembre, l'IRSEM-Europe a organisé un événement consacré à l'avenir de l'Europe dans le domaine de l'énergie. Parmi les intervenants figuraient la docteure [Adina](#)

[Revol](#), ancienne porte-parole de la Commission européenne en France, et [Lasse Boehm](#), chef de l'unité des politiques économiques au service de recherche du Parlement européen. Réunissant une vingtaine de participants, cette rencontre a permis d'explorer la dépendance historique de l'Europe au gaz russe, les avancées réalisées depuis la déclaration de Versailles en 2022 et les défis énergétiques à venir. À cette occasion, la docteure Adina Revol a également présenté son ouvrage [Rompre avec la Russie, le réveil énergétique européen](#) (Odile Jacob, 2024) qui aborde ces thématiques en profondeur.

27 novembre : Séminaire sur le futur des relations transatlantiques après les élections américaines, co-organisé avec le PISM.

L'IRSEM-Europe, en partenariat avec le Polish Institute of International Affairs (PISM), a organisé un événement consacré à l'avenir des relations transatlantiques après les élections américaines. [Philippe Perchoc](#), directeur de l'IRSEM-Europe, a ouvert la séance, suivie d'interventions de [Naja Bentzen](#), analyste politique à l'EPRS, de [Pawel Markiewicz](#), directeur du bureau de Washington D.C. au PISM, de [Maud Quessard](#), chercheuse et directrice du domaine « Europe, Espace transatlantique, Russie » à l'IRSEM, et de [Rachel Tausendfreund](#), chercheuse au German Council on Foreign Relations (DGAP). [Melchior Szczepanik](#), chef du bureau de Bruxelles du PISM, a assuré la modération. Ce séminaire a permis d'explorer les perspectives des relations avec les États-Unis, sous la nouvelle administration, et de discuter des mesures que l'Union européenne pourrait envisager : renforcer les liens transatlantiques ou protéger ses intérêts.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Publication : avec C. Gérard, « [Under the Radar: Crisis, reorganization, and clandestinization in Russia's ecosystem of information influence after the invasion of Ukraine](#) », Academic Policy Papers Series, no. 2, Russia Program at the George Washington University, novembre 2024.
- Présentation de l'article « Sous les radars » (*Réseaux*) dans le séminaire de l'association des politistes d'Assas, Université Paris-Panthéon-Assas, 6 novembre 2024.
- Présentation de l'article « Under the Radar » dans le cadre d'un séminaire de recherche franco-britannique sur la Russie, Londres, 14 novembre 2024.
- Présentation de l'article « Under the Radar » au sein d'un groupe de travail de la DGRIS, 14 novembre 2024.
- Médias : citations dans plusieurs articles réalisés dans le cadre du consortium de journalistes coordonné par Forbidden Stories sur l'influence russe en Afrique : « [Propaganda Machine: l'offensive de la Russie contre l'information au Sahel](#) », par Léa Peruchon, Forbidden Stories, 21 novembre 2024 ; « [À Bamako, une école de journalisme au service de la propagande russe en Afrique](#) », par Morgane Le Cam, *Le Monde*, 22 novembre 2024 ; « [En Centrafrique, anatomie de l'hydre Wagner : partie 2, les moyens](#) », par François Mazet, RFI, 23 novembre 2024 ; « [Influences russes en Afrique: un système en phase de duplication](#) », par François Mazet, RFI, 24 novembre 2024.
- Présentation de l'article « Sous les radars », Master de journalisme franco-allemand de l'université Sorbonne-Nouvelle, 26 novembre 2024.
- Publication : « [“Down with neocolonialism”: Resurgence of a strategic narrative in wartime Russia](#) » [traduction de l'étude 119, parue en octobre 2024], Report No. 119, IRSEM, 26 novembre 2024.
- Co-organisation de la troisième séance du [séminaire CORUSCANT](#) autour d'Helen Petrovsky, 27 novembre 2024.
- Présentation de l'article « Sous les radars » au CAPS, ministère des Affaires étrangères, 29 novembre 2024.



CNE Yves AUFFRET

- Présentation de l'ANR ASTRID CIGAIA à l'École de l'air et de l'espace sur la base aérienne de Salon-de-Provence, 21 novembre 2024.
- Présentation, avec Guillaume Muller, du jeu de guerre *Alerte rouge en mer Noire* (jeu créé en 2022 à l'École de l'air et de l'espace par Pauline Cadorin, Yves Auffret et Guillaume Muller), à Salon-de-Provence, 21 novembre 2024.
- Interview par Emmanuelle Elbaz, « À la base aérienne, on acquiert de solides bagages », *La Provence* (édition Salon-de-Provence), 26 novembre 2024.



Élie BARANETS

- Publication : avec Andrew Novo, *Turbulence across the Sea: Transatlantic Relations and Strategic Competition*, University of Michigan Press (consultable et téléchargeable gratuitement : <https://press.umich.edu/Books/T/Turbulence-Across-the-Sea2>), novembre 2024.
- Chapitre : « What Is Europe Caught in the Middle of? A Theoretical Look at the US-China Competition », dans Elie Baranets et Andrew Novo, *Turbulence across the Sea: Transatlantic Relations and Strategic Competition*, University of Michigan Press, p. 77-93.
- Modération du panel « Les États-Unis et la redéfinition des Relations transatlantiques », colloque international de l'Observatoire de la politique extérieure américaine : « Les États-Unis entre puissance et impuissance ? Géopolitique d'une élection », École militaire, 7 novembre 2024.



Clotilde BÔMONT

- Intervention : « UE et chaînes de valeurs dans le numérique : quelle autonomie ? », colloque international – Les Ateliers Schuman, « L'espace transatlantique à l'épreuve du numérique global », Université Laval, Québec, Canada, 1^{er} novembre 2024.
- Intervention : « La sécurité du *cloud* : une approche géopolitique et socio-technique », Conseil scientifique de l'ANSSI, Campus Cyber, La Défense, Paris, 25 novembre 2024.

- Publication : « [Extension of the FISA Law – European «digital sovereignty» far from American concerns](#) » [traduction de la Brève stratégique 70, parue le 3 juin 2024], IRSEM, 25 novembre 2024.
- Participation aux ateliers du groupe de travail « BBL Digital », Vienne, Autriche, 28 novembre-1^{er} décembre 2024.



David CADIER

- Participation à la table ronde « EU foreign, security and defence policies in a geopolitical world », Collège d'Europe, 25 octobre 2024.
- Organisation et modération du séminaire « US-Russia Relations and the War in Ukraine », CERI Sciences Po/IRSEM, 6 novembre 2024.
- Participation à la table ronde « L'Ukraine et la Russie, enjeux de politique intérieure » organisée dans le cadre de la conférence OPEXAM sur l'élection américaine, IRSEM, 7 novembre 2024.
- Organisation d'une réunion fermée autour de Michael Kimmage sur la politique de la nouvelle administration américaine à l'égard de la Russie et l'Ukraine, IRSEM, 8 novembre 2024.
- Participation et modération d'une table ronde, conférence « Envisioning European Security Orders Beyond the Russo-Ukrainian War », conférence annuelle de l'University Consortium (Oxford-Harvard-Columbia-Sciences Po), Vienne, 15-16 novembre 2024.
- Intervention dans le cadre du séminaire « The Weimar Triangle in a New Transatlantic Era », organisé par le German Marshall Fund, ministère des Affaires étrangères, 19 novembre 2024.
- Présentation sur les implications de l'élection de Trump pour la sécurité européenne et la guerre russo-ukrainienne, Programme « European Orientation on Global Security » (EOGS) organisé par l'ACADEM et l'IHEDN pour des officiers supérieurs de l'OTAN, 27 novembre 2024.



Paul CHARON

- Publication : « [Lire la désinformation comme un récit sériel : pour une approche littéraire des manipulations de l'information](#) », *Le Rubicon*, novembre 2024.

- Organisation d'un exercice de simulation d'attaques informationnelles, avec l'Inalco et l'ENSC, Maison de la recherche, Paris, 12 novembre 2024.

- Médias : « [Comprendre les concepts fondamentaux de l'influence chinoise](#) », Xerfi Canal, 16 novembre 2024.

- Conférence : « Les stratégies d'influence informationnelle de la Chine contre les États-Unis », au sein du panel « Les États-Unis et le monde », dans le cadre de la journée d'étude « [America 2024: A Crossroads for Democracy?](#) », The University of Chicago, John W. Boyer center in Paris, 18 novembre 2024.

- Médias : cité dans « ["Tibet", "Gengis Khan"... Ces mots que la Chine ne veut pas voir dans les musées français](#) », Cellule d'investigation de Radio France, Julie Pietri, Nathanaël Charbonnier, Radio France, 20 novembre 2024.

- Conférence : « La guerre cognitive chinoise », EMA, 21 novembre 2024.

- Conférence : « China's intelligence activities », dans le cadre du séminaire « Intelligence Security Challenges and Opportunities in the EU », organisé par l'IHEDN et le CESD, École militaire, 21 novembre 2024.

- Médias : cité dans « [Quand la Chine veut réécrire l'Histoire dans les musées français : une bataille des mots très politique](#) », *Secrets d'histoire*, France Inter, 23 novembre 2024.



Fatih DAZI-HÉNI

- Intervention : « Missed opportunities and mutual misperceptions on Iran disruptive role in the region: the necessity to reevaluate a European strategic agenda », Session IV « Dealing with Iran » (4 novembre), Dialogue Euro-Golfe (règles de Chatham House) : European countries and GCC states on the New Geopolitics in the Region, organisé par la Konrad Adenauer-Stiftung (KAS) et le Geneva Centre for Security Policy (GCSP), Berlin, 3-5 novembre 2024.
- Intervention : « Les enjeux du scrutin présidentiel américain pour les monarchies du Golfe », Panel 3 « Les États-Unis et l'impossible désengagement du Moyen-Orient », colloque OPEXAM « Les États-Unis entre puissance et impuissance ? Géopolitique d'une élection », École militaire, 7 novembre 2024.
- Conférence : « [Extension of the war in Gaza and its impacts on the Arabian Peninsula](#) », Centre français de la péninsule Arabique (CEFREPA) dans le cadre des Mardis du CEFREPA, Koweït, 12 novembre 2024.

- Médias : invitée à l'émission Les enjeux internationaux de Guillaume Herner, « [Pourquoi le Qatar suspend les négociations entre Israël et le Hamas ?](#) », France Culture, 12 novembre 2024.

- Conférence : « Arabie saoudite : Enjeux et défis », Association « Regards croisés », Nantes, 25 novembre 2024.



Julia GRIGNON

- Intervention : « Les défis relatifs à la qualification des conflits armés », Université Aix-Marseille, 6-8 novembre 2024.

- Conférence : « Défis de l'évacuation dans les zones de conflit actif – Rapprochement entre évacuation et aide humanitaire en droit », iPeace, Kigali [en ligne], 11 novembre 2024.

- Médias : « [Cour pénale internationale, mandat d'arrêt contre Benjamin Netanyahu](#) », CBC – Radio Canada, 21 novembre 2024.

- Médias : « [Émission de mandats d'arrêt par la Cour pénale internationale](#) », France info, 22 novembre 2024.

- Médias : « Quelles obligations de coopération pour les États suite à l'émission de mandats d'arrêt par la Cour pénale internationale ? », Radio Classique, 22 novembre 2024.

- Médias : « [Mandats d'arrêt de la CPI : une nouvelle ère pour le droit international ?](#) », *La transition de la semaine*, France Culture, 23 novembre 2024.

- Participation au webinaire, « [Poli\(cri\)tique – De Gaza au Liban : quelles logiques de guerre au Moyen-Orient ?](#) », Association française de Science politique, 25 novembre 2024.

- Intervention : « [Introduction au Droit international humanitaire : 75 ans après les Conventions de Genève](#) », Croix-Rouge française, 25 novembre 2024.

- Participation à la table ronde « [Musique et droit international humanitaire](#) », organisée par la Maison des Arts & de la création de Sciences Po et la Fondation Croix-Rouge française, 28 novembre 2024.



Marine de GUGLIELMO WEBER

- Invitée, avec Xavier Landes, à l'émission de *Cause à effets*, « [Géo ingénierie : des choix politiques qui engagent quel avenir ?](#) », France Culture, 19 novembre 2024.

- Médias : « [La géo-ingénierie, selon Marine de Guglielmo Weber](#) », *Question du soir : l'idée*, France Culture, 20 novembre 2024.



CNE Béatrice HAINAUT

- Publication : « [La religion en orbite : le cas de l'islam](#) », Bulletin n° 51 de l'Observatoire international du religieux, CERISciences Po, EPHE, 30 octobre 2024.

- Intervention : « The Human Cost of Disrupting Satellite Services », dans le cadre d'un événement en marge de la 34^e conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 30 octobre 2024.

- Interview : « Retour sur la Lune, soutien de Buzz Aldrin, liens avec Elon Musk... Pourquoi Donald Trump mise sur le rêve spatial américain », *Le Figaro*, 2 novembre 2024.

- Intervention à la conférence « Course à la Lune : un nouveau théâtre de compétition internationale », Festival de Géopolitique, Sciences Po Strasbourg, 14 novembre 2024.



Maxime LAUNAY

- Publication : « [La crise antimilitariste des années 1970](#) », Fondation Jean-Jaurès, 15 novembre 2024.

- Conférence : avec Florian Opillard et Victor Violier, « Recent History and Contemporary Dynamics in the French Military », École de guerre, 21 novembre 2024.



Alexandre LAURET

- Participation au séminaire Afrique « Régime politique, stabilité et élections en Afrique : le cas de la République démocratique du Congo (RDC) », avec le Pr Bob Kabamba, IRSEM, École militaire, 12 novembre 2024.

- Co-animateur du séminaire Chine – Afrique « Protecting the Party: China's Holistic Security Concept in Africa », avec

le Pr Joshua Eisenman (the Keough School of Global Affairs at the University of Notre Dame) et le général Jacques Deman, IRSEM, École militaire, 25 novembre 2024.



Céline MARANGÉ

- Participation à la discussion autour du livre de Michael Kimmage, *Collisions: The Origins of the War in Ukraine and the New Global Instability* (Oxford University Press, 2024), Sciences Po, CERI, 6 novembre 2024.

- Animation du séminaire Chine – Russie avec Carine Pina : discussion de la conférence « Guerre en Ukraine et sanctions contre la Russie : quel impact sur les projets chinois de routes de la soie ? », avec les géographes Sébastien Colin, Ivan Savtchuk et Julien Thorez, École militaire, 14 novembre 2024.

- Participation au séminaire fermé sur la Russie à l'occasion de la venue à l'IRSEM de membres du Eastern Research Group du ministère britannique des Affaires étrangères (FCDO), 27 novembre 2024.

- Participation à une table ronde sur l'état du monde lors du colloque « Guerre, paix et périls planétaires au XXI^e siècle », Sénat, 30 novembre 2024.



Mathieu MÉRINO

- Discutant du séminaire Afrique : « Régime politique, stabilité et élections en Afrique : le cas de la République démocratique du Congo (RDC) », avec pour intervenant principal Pr Bob Kabamba (professeur de sciences politiques à l'Université de Liège [ULg]), École militaire, 12 novembre 2024.

- Co-animateur du séminaire Chine-Afrique « Protecting the Party: China's Holistic Security Concept in Africa », avec le Pr Joshua Eisenman (the Keough School of Global Affairs at the University of Notre Dame) et le général Jacques Deman, École militaire, 25 novembre 2024.



Florian OPILLARD

- Conférence pour le cycle anglophone de l'École de guerre, « Recent History and Contemporary Dynamics in the French Military », avec Maxime Launay et Victor Violier, École de guerre, École militaire, 22 novembre 2024.

- Publication : « [L'arsenalisation de la masculinité dans la campagne électorale de Donald Trump – Projet de genre masculiniste et risque sécuritaire](#) », Brève stratégique 75, IRSEM, 27 novembre 2024.



Carine PINA

- Organisation du séminaire Asie/AAMO « Kinmen, un archipel entre Taïwan et la Chine », avec Alexandre Gandil, École militaire, 7 novembre 2024.

- Intervention sur la Chine et l'océan Indien à la table ronde 1 « L'océan Indien au cœur des tensions géopolitiques », colloque « L'océan Indien sous tensions : quelles conséquences pour la France ? », organisé par l'Institut FMES, Palais Bourbon-Assemblée nationale, 13 novembre 2024.

- Organisation, avec Céline Marangé, du séminaire Chine – Russie « Guerre en Ukraine et sanctions contre la Russie : quel impact sur les projets chinois de Routes de la soie en Eurasie ? », avec Julien Thorez, Sébastien Colin et Ivan Savchuk, École militaire, 14 novembre 2024.

- Organisation, avec Alexandre Lauret et Mathieu Mérino, du séminaire Chine – Afrique « Protecting the Party: China's Holistic Security Concept in Africa », avec le Pr Joshua Eisenman (the Keough School of Global Affairs at the University of Notre Dame) et le général Jacques Deman, École militaire, 25 novembre 2024.

- Participation à l'accueil de la délégation du NIDS (Japon), École militaire, 28 novembre 2024.



Malcolm PINEL (associé)

- Publication : « Hostomel : un aéroport trop loin », *Le Piège*, 258, octobre 2024.



Maud QUESSARD

- Médias : « [Trump VS Harris : Quelle différence pour le reste du monde ?](#) », par Jeanne Auberger, *Marianne*, 31 octobre 2024.
- Médias : « [“Avant ils se battaient avec des pierres, maintenant avec leur smartphone” : à Gaza, l’instrumentalisation des enfants influencés](#) », par Clara Hidalgo, *Le Figaro*, 2 novembre 2024.
- Médias : « [2024 : l’héritage de Joe Biden face aux bouleversements majeurs du système international](#) », *Géopolitique*, de Marie-France Chatin, avec Martin Quencez, RFI, 3 novembre 2024.
- Médias : « [Diplomatie américaine : les 400 coups de Donald Trump](#) », *Libération*, 3 novembre 2024.
- Médias : « [Élections américaines 2024 : les incertitudes et les risques d’une éventuelle diplomatie Trump 2.0](#) », par Samuel Ravier-Regnat, *Libération*, 4 novembre 2024.
- Table ronde : « [Quelles sont les répercussions mondiales de l’élection américaine ?](#) », avec Pierre Haski, Sylvie Kauffmann, « Super mardi – Soirée électorale américaine », *Le Grand Continent*, ENS Ulm, 5 novembre 2024.
- Médias : « La nuit américaine », *Sens public*, de Thomas Hughes, avec Philippe Étienne et Pascal Boniface, Public Sénat, 6 novembre 2024.
- Organisation et présidence du colloque international de l’Observatoire de la politique extérieure des États-Unis (OPEXAM), « [Les États-Unis entre puissance et impuissance ? Géopolitique d’une élection](#) », discours d’introduction « Regards croisés sur l’élection américaine », présidence du panel 2 « L’Ukraine et la Russie, Enjeux de politique intérieure ? », IRSEM, École militaire, 7 novembre 2024.
- Organisation et présidence avec David Cadier du séminaire Chatham House autour de Michael Kimmage : « La politique étrangère américaine à l’égard de l’Ukraine et de la Russie : quelle direction après les élections ? », IRSEM, École militaire, 8 novembre 2024.
- Podcast : « [Présidentielle américaine : quel monde selon Trump ?](#) », *Les Échos*, avec Pierrick Fay, 8 novembre 2024.
- Médias : « [Stefanik, Rubio, Wiles... Ce que dit le profil des premiers nommés sur le futur gouvernement Trump](#) », par Maëlane Loaëc, *Le Parisien*, 12 novembre 2024.
- Médias : « [Des milliards à trouver, un an et demi de mission... La feuille de route de Musk, nommé à “l’efficacité](#)

- [gouvernementale”](#) », par Salomé Vincendon, *Le Parisien*, 13 novembre 2024.
- Organisation et discussion du séminaire OPEXAM, « [Le Canada et l’extrême droite, une menace sécuritaire pour la démocratie ?](#) », keynote de Jean-Christophe Boucher (Université de Calgary), discussion Laurent Cordonier (directeur de recherche de la Fondation Descartes), École militaire, 13 novembre 2024.
- Intervention : « Élections américaines : quelles conséquences pour l’Europe ? », *Le Grand Continent*, [Festival des littératures européennes](#), avec Pierre Bourgois, Cognac, 17 novembre 2024.
- Intervention : « Les dilemmes stratégiques américains de Biden à Trump 2.0 : vers une ultra-politisation de la politique étrangère », Journée d’étude « [America A Crossroad for Democracy?](#) », avec Sylvie Noël, Stéphane Taillat, Juliette Bourdin, Paul Charon, Université de Chicago John W. Boyer Center in Paris, Paris, 18 novembre 2024.
- Tribune : « [Elon Musk peut devenir l’ambassadeur du techno-nationalisme auprès de Trump](#) », *La Croix*, 20 novembre 2024.
- Médias : AFP, par Émilie Beraud, 25 novembre 2024.
- Intervention : « La démocratie américaine assiégée : vulnérabilités de l’espace informationnel », colloque Academ, Fondation Descartes, 26 novembre 2024.
- Intervention au séminaire de présentation des travaux OPEXAM pour l’[European Orientation on Global Security](#), EOGS, École militaire, 27 novembre 2024.
- Intervention : « Les relations UE – États-Unis », séminaire IRSEM-Europe, PISM, hybride, 27 novembre 2024.
- Conférence : « [La guerre des images : les conflits armés à l’heure des réseaux sociaux](#) », avec David Bornstein, Paris, Médiathèque Jean-Pierre Melville, 28 novembre 2024.



Benoît RADEMACHER

- Audition par les membres de la commission de la défense nationale et des forces armées de l’Assemblée nationale sur le sujet de « l’économie de guerre », aux côtés de Julien Malizard (Chaire Économie de défense de l’IHEDN) et Léo Péria-Peigné (IFRI), 20 novembre 2024.



Clément RENAULT

- Conférence sur les biais cognitifs auprès de l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP), 5 novembre 2024.

- Intervention : « Les coopérations de renseignement dans la relation transatlantique : quelle présidence pour quelles conséquences ? », Colloque OPEXAM, École militaire, 7 novembre 2024.

- Conférence : « From Intelligence to Policy: Understanding the Inner Workings of Intelligence Machineries » dans le cadre du cours « Intelligence Security Challenges and Opportunities in the EU », organisé par l'IHEDN, en partenariat avec le CESD, École militaire, 19 novembre 2024.

- Conférence : « Administrer la sécurité pour rétablir la liberté : l'action des services du contre-espionnage du BCRA dans la libération de la France (juin 1944 – août 1945) », colloque organisé par la Fondation de la France Libre et la Fondation de la Résistance, Musée de l'Armée, 21 novembre 2024.

- Conférence : « Comprendre les failles et échecs du renseignement », École de guerre, 28 novembre 2024.

- Conférence : « Usages et développement de l'OSINT dans les services de renseignement », Académie du renseignement, 29 novembre 2024.



Virginie SALIOU

- Podcast : « [Enjeux maritimes : tensions sur les océans](#) », *Pensez stratégique*, Podcast Academ, novembre 2024.



Elyamine SETTOUL

- Intervention : « Diversité dans les armées : état des lieux », Séminaire des référents « mixité-égalité » du MINARM, 7 novembre 2024.

- Conférence : « Jihadisme et mouvement d'ultra droite. Les enseignements d'un regard comparatif », Metanoia Symposium, Sciences Po Paris, 22 novembre 2024.

- Intervention : « Les enjeux de radicalisation : quels nouveaux enjeux ? », SDIS Évreux, 27 novembre 2024.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Intervention : « Faire des études stratégiques en France. Défense, recherche et prospective », séminaire AFASIA, Sciences Po Lyon, 14 novembre 2024.



Victor VIOLIER

- Participation à un séminaire fermé franco-britannique sur les ingérences russes en Afrique, avec Maxime Audinet, Londres, 13 et 14 novembre 2024.

- Animation d'une conférence (en anglais) intitulée « Recent history and contemporary dynamics in the French military », avec Florian Opillard et Maxime Launay, École de guerre, Paris, École militaire, 21 novembre 2024.



Océane ZUBELDIA

- Co-participation avec la Direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS) à l'accueil du vice-amiral Hiroshi Egawa, commandant le Maritime Command and Staff College japonais, représentant du chef d'état-major de la Force maritime d'autodéfense japonaise, École militaire, 4 novembre 2024.

- Communication : « Le combat du futur », 147^e Cycle IHEDN-Jeunes Centre Val-de-Loire, Tours, 27 novembre 2024.

- Co-organisation et introduction avec Gilles Ferragu de la deuxième journée du cycle « Guerre, innovation et rupture technologique », « Transformation, innovation et ruptures technologiques dans la guerre à l'époque moderne », Service historique de la défense, château de Vincennes – Pavillon du roi, 29 novembre 2024.

VEILLE SCIENTIFIQUE

BALKANS

Vuk Vuksanović, « [Building Leverage – Türkiye As Security Provider In the Western Balkans](#) », Belgrade Centre for Security Policy (BCSP), septembre 2024.

Vuk Vuksanović, chercheur au Belgrade Centre for Security Policy (BCSP), examine l'évolution de la politique turque dans les Balkans, marquée par le passage d'une stratégie de *soft power* à une approche plus militarisée, renforcée après l'invasion de l'Ukraine. En examinant la croissance de l'industrie de défense turque, Vuksanović fournit un aperçu des motivations économiques qui sous-tendent l'engagement militaire d'Ankara. Il remet en question les récits établis qui positionnent les Balkans uniquement comme un champ de bataille d'influences extérieures, en présentant au contraire les pays balkaniques comme redéfinissant activement leur relation avec la Turquie. Cette vision réaliste de l'analyse des politiques balkaniques souligne que les alliances et rivalités sont façonnées non seulement par des idéologies et des liens historiques, mais aussi par des considérations pragmatiques de sécurité et d'opportunisme économique.

La Turquie met en œuvre une politique de sécurité diversifiée formalisée par une diplomatie militaire renforcée par la présence d'attachés militaires dans toutes ses ambassades balkaniques. En tant que principal donateur militaire pour des pays tels que l'Albanie et le Monténégro, Recep Erdogan s'engage à fournir des équipements, des formations et un soutien à la production militaire, tout en partageant sa technologie avec la Serbie afin de faciliter son accès aux marchés de défense européens.

En plus de ses intérêts commerciaux, Ankara vise à exercer une influence géopolitique dans les Balkans, perçus comme un pont vers l'Europe et une zone clé pour sa stabilité régionale. Cette stratégie passe aussi par des partenariats sécuritaires. En juillet 2023, le ministre serbe de la Défense, Miloš Vučević, a accusé Ankara de former et d'armer les Forces de sécurité du Kosovo (KSF) dans l'intention de les transformer en une véritable armée d'ici 2028, une initiative que la Serbie rejette au regard de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui n'accepte aucune autre formation armée sur le terrain à l'exception de la Force pour le Kosovo (KFOR). Cet incident illustre l'affirmation croissante de la Turquie en tant que fournisseur de sécurité dans la région, guidée par

son ambition d'élargir les marchés pour son industrie de défense et d'accroître son influence politique.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la Turquie a saisi l'opportunité de consolider sa présence sécuritaire dans les Balkans, notamment par le déploiement de 325 soldats au sein de la KFOR. Ce contexte d'instabilité régionale a permis à Ankara de dynamiser son industrie de défense en vendant des drones Bayraktar TB2 à différents pays des Balkans, dont la Serbie et le Kosovo. En tant que membre de l'OTAN, la Turquie justifie sa présence et ses ventes d'armement dans la région comme un soutien à la sécurité euro-atlantique, renforçant ainsi sa crédibilité face à la concurrence russe et chinoise. Recep Erdogan utilise aussi sa position dans les opérations de l'OTAN pour maintenir des canaux diplomatiques ouverts, en facilitant, par exemple, le dialogue entre les Serbes et les Albanais. Toutefois, l'appui militaire de la Turquie au Kosovo engendre des frictions avec la Serbie, et les défis liés à l'équilibre entre ces deux groupes ethniques compliquent ses efforts pour consolider durablement son influence dans la région.

En conclusion, Vuk Vuksanović met en lumière la transformation significative de la politique turque dans les Balkans, où Erdogan navigue habilement entre intérêts économiques et ambitions géopolitiques.

Iris GIGUET

Harun Nuhanović, « [How external actors seek to influence the Western Balkans?](#) », Kosovar Center for Security Studies (KCSS), 23 avril 2024.

Harun Nuhanović analyse la position stratégique des Balkans occidentaux, décrits comme un « carrefour » où la Russie, la Chine et la Turquie déploient des stratégies d'influence diverses, de l'économie à la culture, en passant par la religion et les médias. La vision de Nuhanović de la région révèle l'existence d'un réseau d'influence, au sein duquel les acteurs étatiques et non étatiques – ONG, institutions culturelles, groupes religieux – opèrent conjointement, redéfinissant ainsi les interactions locales et internationales. Nuhanović examine aussi les effets contrastés de ces influences externes : elles représentent autant d'opportunités économiques et culturelles que de menaces à la souveraineté et à la stabilité politique. Cette vision met en évidence les défis auxquels doivent faire face les pays des Balkans dans leur parcours vers l'intégration dans des structures comme l'UE et l'OTAN, des ambitions qui se heurtent à la présence et aux intérêts de ces puissances extérieures.

Les Balkans occidentaux constituent pour la Russie un théâtre stratégique de choix pour s'opposer aux influences turques et européennes. L'économie russe y est profondément enracinée, surtout dans le secteur de l'énergie, où les oligarques détiennent des parts importantes dans des entreprises pétrolières et énergétiques. Malgré cette emprise, les échanges commerciaux demeurent modérés, les exportations vers la Russie représentant entre 2,8 % et 4,2 % des échanges totaux des États balkaniques. La dépendance énergétique est au contraire très importante : la Bosnie-Herzégovine importe 98,7 % de son gaz de Russie, tandis que la Serbie joue un rôle clé en servant de route de transit pour le gaz russe vers l'Europe, notamment avec sa participation au projet de gazoduc South Stream, dont la construction a été approuvée avec Gazprom en 2008. En parallèle, la Russie utilise son *soft power* à travers des organisations non gouvernementales et l'Église orthodoxe russe pour promouvoir ses intérêts dans les Balkans, en soutenant la reconstruction d'églises et le retour des Serbes au Kosovo, et en finançant des événements religieux. En résumé, la Russie s'associe à des forces anti-OTAN et anti-UE et soutient une déclaration de « neutralité militaire » visant à renforcer sa position régionale, notamment en exploitant les liens culturels et religieux et en propageant de la désinformation.

La Chine voit les Balkans occidentaux comme un passage stratégique vers le marché européen, utilisant l'initiative « Belt and Road » pour signer de nombreux accords dans des secteurs clés comme l'énergie, le transport et la finance, toutefois sans exiger de réformes politiques. En Serbie, un partenariat signé en 2009 a permis aux entreprises chinoises de s'intégrer aux privatisations locales et d'accéder aux marchés européens via divers accords de libre-échange, renforçant ainsi la présence chinoise dans des projets d'envergure. Cependant, ces investissements ne sont pas sans risques, soulevant notamment de sérieuses préoccupations environnementales. L'implication de la Chine est également technologique, notamment avec Huawei qui a installé des réseaux 5G en Bosnie-Herzégovine et en Serbie, ainsi que des caméras de surveillance en Serbie, compromettant potentiellement la sécurité des données. Ces investissements s'accompagnent également d'une influence culturelle en pleine expansion, avec la création d'Instituts Confucius dans les Balkans, qui cherchent à tisser des liens culturels et diplomatiques plus étroits dans cette région stratégique pour Pékin.

Sous la présidence d'Erdogan, la Turquie a renforcé sa présence et son influence dans les Balkans par des projets économiques, culturels et éducatifs, qui mettent en avant son héritage ottoman en comblant le désintéret

de l'UE pour cette région stratégique et en intensifiant le commerce bilatéral depuis les années 2000. Ses investissements se concentrent dans les infrastructures, avec des projets phares comme des autoroutes reliant la Serbie à la Bosnie, la construction d'aéroports, et le soutien au secteur textile dans des régions musulmanes comme le Sandjak. Malgré cette dynamique, un déficit commercial persiste pour les pays balkaniques, qui importent plus de la Turquie qu'ils n'exportent. Les relations politiques, en particulier avec la Serbie, sont parfois tendues depuis que la Turquie a reconnu l'indépendance du Kosovo en 2008. Cependant, des accords bilatéraux ont renforcé les échanges, et la Turquie est également devenue un investisseur majeur au Kosovo. La Turquie exerce aussi une influence culturelle importante, exerçant un *soft power*.

Nuhanović offre ainsi une vision nuancée des Balkans, montrant combien leur positionnement géopolitique et les différents réseaux d'influence font de cette région un pivot dont l'avenir dépend d'un équilibre entre intégration euro-atlantique et souveraineté nationale.

I. G.

L'ARRIVÉE DE TRUMP À LA MAISON BLANCHE, UNE BONNE NOUVELLE DANS LES BALKANS ?

Jean-Arnault Dérens, « [Éditorial : Donald Trump, Les Européens et le test des Balkans](#) », *Le Courrier des Balkans*, 2024.

« [Političari S Balkana očekuju Trumpovu podršku](#) », *Al Jazeera Balkans*, 6 novembre 2024.

Alexander Rothert, « [Harris ili Trump: Sta njihov izbor znači Za Zapadni Balkan?](#) », *dw.com*, 28 septembre 2024.

Les réactions des pays des Balkans au possible retour de Donald Trump au pouvoir reflètent des intérêts divergents et des alliances variées. La région continue d'attirer les convoitises, et Donald Trump n'aura pas de mal à trouver des alliés européens, à commencer par Viktor Orbán ou Giorgia Meloni. Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, prévoit notamment d'investir en Albanie et en Serbie, tandis que Richard Grenell, ancien directeur du renseignement national sous Trump, entretient ses réseaux dans la région. Les Balkans seront, une fois de plus, un test pour l'Europe et ses réseaux d'influence.

En Serbie, le président Aleksandar Vučić considère Trump comme un allié stratégique, en raison du soutien explicite de la précédente administration américaine aux intérêts serbes, notamment sur la question du Kosovo. Vučić a d'ailleurs affirmé qu'il appellerait Trump en cas de victoire et a exprimé l'espoir que les relations entre la Serbie

et les États-Unis « s'amélioreront encore dans tous les domaines » sous une nouvelle administration Trump. Le Premier ministre populiste slovaque, Robert Fico, a également adressé de chaleureuses félicitations à Donald Trump via X (anciennement Twitter). Au Monténégro, le président Jakov Milatović et les partis pro-serbes, tels que NOVA, ont salué l'éventualité d'une coopération renforcée avec les États-Unis sous Trump. Ils voient dans cette possible élection un « signal » pour accélérer leurs réformes économiques libérales. En Albanie, le Premier ministre Edi Rama a lui aussi exprimé son enthousiasme pour un partenariat renforcé avec Washington, qu'il considère comme essentiel à la stabilité régionale.

En revanche, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo affichent davantage de retenue. En Bosnie, le leader séparatiste serbe Milorad Dodik, président de la Republika Srpska, a soutenu Trump publiquement durant sa campagne. Il a déclaré qu'une victoire de Trump représenterait une « meilleure situation géopolitique pour la Republika Srpska » et a regretté de ne pas avoir proclamé l'indépendance de l'entité serbe durant la présidence Trump entre 2016 et 2020. Dodik et ses alliés, ciblés par des sanctions américaines sous l'administration Biden pour avoir sapé l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine, espèrent relancer leurs ambitions séparatistes sous une éventuelle présidence Trump.

La présidente du Kosovo, Vjosa Osmani, a quant à elle minimisé les impacts négatifs d'une victoire de Trump, déclarant qu'elle ne percevait pas cette possibilité comme une menace pour son pays. Toutefois, le Kosovo pourrait être particulièrement vulnérable sous une administration Trump. En effet, au printemps 2021, un document informel controversé, vraisemblablement issu du cabinet de Janez Janša, alors Premier ministre slovène et fervent admirateur de Trump, avait circulé discrètement. L'objectif ? Redessiner les frontières dans les Balkans : diviser le Kosovo entre l'Albanie et la Serbie et morceler la Bosnie-Herzégovine, en attribuant une partie à la Croatie et une autre à la Serbie. Ce plan aurait laissé aux Bosniaques une enclave réduite et reflète les idées de figures devenues bien plus influentes au sein de l'Union européenne qu'il y a quelques années.

Ces positions, mêlant espoirs et craintes, illustrent les tensions latentes dans les Balkans. La possible réélection de Donald Trump pourrait raviver les rivalités ethniques et poser un défi majeur à la stabilité géopolitique de la région.

I. G.

À VENIR

6 décembre : Séminaire Asie-AAMO « [La stratégie numérique australienne en Océanie : enjeux de développement ou de sécurité ?](#) », avec Sophie Hamel, École militaire, Salle 124 (Bât. 33), 10h30-12h.



Depuis l'interdiction d'utiliser des équipementiers chinois sur les réseaux 5G australiens en 2018, le gouvernement a durci sa position face aux technologies chinoises, tant sur son territoire qu'au sein de sa sphère d'influence immédiate : les États insulaires du Pacifique (EIP). Ces derniers ont vu un intérêt croissant de la part de la Chine, devenue un partenaire clé pour le développement et la sécurité, tandis que Huawei et ZTE se sont implantées dans le secteur des télécommunications océanien. Face à cette concurrence stratégique, l'Australie a mis en place des politiques d'aide au développement ciblant les enjeux numériques des EIP. Bien que ces initiatives soient présentées comme servant les intérêts des États océaniques, elles poursuivent également des objectifs stratégiques et sécuritaires. Ces stratégies s'inscrivent dans une compétition géopolitique plus vaste entre la Chine et les États-Unis et leurs alliés dans la région Indo-Pacifique. C'est pourquoi l'Australie coopère aussi étroitement avec les États-Unis, le Japon et la Nouvelle-Zélande pour renforcer sa position dans le cyberspace du Pacifique Sud, devenu un terrain d'affrontement géopolitique.

Sophie Hamel est en 3^e année de doctorat de géographie à l'Institut français de géopolitique (Université Paris 8). Elle est également chercheuse associée au centre de recherche GEODE, Géopolitique de la Datasphère. Elle a effectué des terrains de recherche dans plusieurs États du Pacifique dans le cadre de ses recherches, dont l'Australie, les Fidji, la Nouvelle-Zélande, les Tonga et le Vanuatu.